

Bataille politique en URSS

Certains démentis catégoriques valent parfois d'éclatantes confirmations. Ainsi en va-t-il du discours prononcé, le samedi 4 juin, devant les ouvriers de Togliattigrad par M. Ligatchev, le numéro deux soviétique, qui est aussi le chef de file des conservateurs. « Tous les membres de la direction du pays, avec à leur tête Mikhaïl Gorbatchev, a en effet déclaré M. Ligatchev, sont profondément attachés à la cause de la restructuration. »

Cette affirmation est implicitement contredite par le reste du discours de M. Ligatchev, dont M. Eltsine, l'ancien « patron » de Moscou, destitué l'automne dernier pour excès de réformisme, souhaitait le départ la semaine dernière. Mettant en cause, selon une vieille recette, « des ennemis en Occident ainsi que certaines personnes chez nous », M. Ligatchev a dénoncé « ceux qui nous suggèrent d'adopter le multipartisme » et d'« aligner notre économie sur le système de marché qui prévaut à l'Ouest ». « Que restera-t-il du socialisme dans ces conditions ? », s'est-il exclamé.

En caricaturant ainsi les projets des partisans de la restructuration et de la transparence, M. Ligatchev dévoile la tactique que lui et ses nombreux amis veulent appliquer : célébrer la « perestroïka » pour mieux l'enterrer. C'est le langage qu'ils ne manqueront pas de développer lors de la conférence du parti qui va se réunir à la fin du mois et dont le but théorique est de suggérer des applications pratiques aux principes de la « perestroïka ».

L'enjeu de la conférence est tel que les semaines précédentes ont été marquées par de sourdes mais très vives batailles politiques dans tout le pays pour savoir qui y participerait. Ces affrontements ont mis aux prises l'appareil du parti - hostile dans sa grande majorité à tout bouleversement qui mettrait en cause ses privilèges et sa compétence - et certaines forces réformatrices encouragées par le discours gorbatchévien.

L'avantage est bien souvent resté à la machine du parti, même si quelques réformistes ont réussi à passer à travers les mailles du filet. Tel fut le cas notamment à Moscou, où M. Gorbatchev a pesé de toute son influence mais n'a réussi à faire élire qu'une poignée de supporters. C'est Alexandre Bovine, le commentateur des « Izvestia », qui écrivait, dimanche, à propos de ce processus de sélection :

Le premier tour des législatives : URC, 40,44 % - PS, 37,54 % - PC, 11,31 % - FN, 9,78 %

L'alliance RPR-UDF a empêché le PS de profiter de la dynamique présidentielle

- Niveau record des abstentions (34,25 %)
- Remontée du PCF et recul du Front national
- Cent dix-neuf députés élus dès le 5 juin

Les socialistes et leurs alliés sont en bonne position pour obtenir, le 12 juin, la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Cependant, au premier tour, les candidats de la majorité présidentielle ont recueilli 37,54 % des suffrages, score en progression par rapport aux législatives de 1981 et de 1986, mais moins élevé que ne l'espéraient les socialistes.

Les candidatures uniques de l'URC ont empêché le PS de profiter de la dynamique présidentielle. Selon nos statistiques, les candidats de la majorité sortante (UDF,

RPR et divers droite) atteignent 40,44 % des suffrages. Le PCF se redresse avec 11,31 % des voix, soit 4,5 points de plus que M. André Lajoie au premier tour de l'élection présidentielle. Avec 9,78 %, le Front national est en recul de près de 5 points par rapport au score obtenu par M. Le Pen, le 24 avril dernier.

La campagne du second tour sera consacrée à la mobilisation des abstentionnistes qui, au premier tour, représentent 34,25 % des inscrits, un record dans ce type de consultation.

Plus ça change...

par ANDRÉ FONTAINE

Le propre des surprises est de se produire là où on ne les attend pas. A en juger par le nombre record des abstentions, les Français s'intéressaient davantage, dimanche, aux résultats de Roland-Garros qu'à ceux d'élections réputées, au vu des sondages, jouées d'avance. Moyennant quoi Henri Leconte n'a pas vraiment réussi, quoi qu'il en ait dit, à nous faire comprendre son jeu, et le peuple souverain a donné un exemple à première vue confondant de son instabilité.

On dit bien : à première vue. Car, à y regarder de plus près, on pourrait tout aussi bien privilégier dans l'analyse du scrutin de dimanche les signes d'une grande constance. Il est vrai que le Front national a perdu près du tiers des voix obtenues par Le Pen au premier tour de la présidentielle, ce dont on s'attristera pas ici outre mesure, mais son score de cette fois est pratiquement identique à celui des législatives de 1986 : d'où l'on conclura que la poussée de fièvre du 24 avril correspondait au désir de très nombreux électeurs, venus de la droite traditionnelle comme de la gauche, d'émettre un vote de protestation globale contre une classe politique qui les avait globalement déçus, mais n'impliquait pas pour autant une conversion à l'idéologie musclée

dont « Jean-Marie » se fait le héros.

Tout le monde est frappé du recul du PS par rapport au pourcentage obtenu par François Mitterrand au second tour. C'est oublier que celui-ci avait fait au premier tour 3 points de moins que les socialistes aujourd'hui. Leur score est supérieur de près de 5 points à celui qu'ils avaient enregistré en 1986, et pratiquement identique à celui du premier tour des législatives de 1981. L'URC - quel sigle ! - tout ébaubie de sa remontée, ne saurait pour autant oublier que son score est sensiblement inférieur au total des voix de la droite classique en 1986, et pratiquement égal à celui du premier tour des législatives de 1981.

Celles-ci avaient amplifié la victoire de Mitterrand. Les élections de ce printemps peu printanier paraissent, sauf importante correction de tir au second tour, devoir avoir l'effet inverse. Si jamais il devait y avoir une deuxième « vague rose », elle ne serait pas due à l'enthousiasme populaire, mais au fait que le FN aurait conseillé à ses partisans d'aller pêcher à la ligne au second tour. Pourquoi, alors que, comme on vient de le voir, les deux grandes formations rivales ont obtenu, dimanche, des résultats comparables à ceux de 1981 ?

(Lire la suite page 3.)



Un message subtil

par Jean-Marie-Colombani et Jean-Yves Lhomeau

Le scrutin majoritaire est décidément une machine infernale. Sa mécanique manichéenne va nous valoir une semaine de fermeture. A l'heure où chaque siège compte, chaque camp va d'abord s'occuper de rassembler ceux des siens qui lui ont fait défaut dans un scrutin historique par l'ampleur des abstentions. Et, comme dit Jean Lecanuet, chacun reprendra ses vieilles habitudes.

Pourtant, le message est le même que le 24 avril, au premier tour de l'élection présidentielle : il oblige à l'ouverture. La reproduction à l'identique d'un rapport des forces équilibré entre la gauche et toutes les droites en témoigne. Elle interdit de gouverner exclusivement pour les siens.

Par l'usage de leur vote ou, cette fois, de leur refus de vote, les Français ont fait de la subtilité leur arme favorite.

(Lire la suite page 3.)

LES RÉSULTATS

(selon nos estimations)

	MÉTROPOLE	OUTRE-MER	TOTAL			
Inscrits	37 028 691	860 330	37 889 021			
Votants	24 496 861	414 973	24 911 834			
Abstentions	33,84 %	51,77 %	34,25 %			
Suffrages expr.	23 992 076	402 233	24 394 309			
URC+div. d. ...	9 671 531	40,31	194 900	48,45	9 866 431	40,44
Maj. p.+div. g. ...	9 045 218	37,70	113 464	28,20	9 158 682	37,54
PC	2 675 040	11,14	85 661	21,29	2 760 701	11,31
Ext. d.	2 381 153	9,92	6 718	1,67	2 387 871	9,78
Div.	140 233	0,58	56	0,01	140 289	0,57
Ext. g.	78 901	0,32	1 434	0,35	80 335	0,32

- Lire pages 2 à 32
- Les résultats complets
 - Les conséquences pour les grandes formations
 - Les réactions
 - La soirée sur les chaînes de télévision
 - Le logement des immigrés